



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination, du pilotage,
de l'appui territorial et de l'environnement**

Arrêté n° 2025-DCPATE/348

**portant mise en demeure à l'encontre de la société PRB pour ses activités qu'elle
exploite aux Achards
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,**

VU le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-8 et L. 514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral du 08 juillet 2011 autorisant la PRB à exploiter une usine de fabrication de produits de revêtements pour le bâtiment sur la commune des Achards ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 mars 2014 enregistrant une unité de fabrication de polystyrène expansé ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 juin 2024 régularisant l'activité de broyage et de stockage de PSE, et notamment son article 4.3 imposant à PRB d'établir un état des stocks ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 5 juin 2025 conformément à l'article L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Considérant ce qui suit :

1. La société PRB exploite sur le territoire de la commune des Achards une usine de fabrication de produits de revêtements et de PSE pour le bâtiment sur la commune des Achards ;
2. L'exploitation de ce site est soumise au respect des dispositions de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2024 susvisé ;
3. L'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2024 impose que :

« L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées . L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

En outre cet état permet de :

- servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage ;

- répondre aux besoins d'information de la population ; cet état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. »

Considérant que lors de la visite de l'installation effectuée le 7 mai 2025, l'inspectrice de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que l'état des stocks que tient à jour l'exploitant ne respectait pas les attendus de l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2024 ;

Considérant que l'état des stocks présenté par l'exploitant concernant U9 n'est pas disponible à tout moment, et n'est pas présenté par bâtiment et par zone ;

Considérant que l'état des stocks présenté par l'exploitant n'est pas disponible pour les autres parties de l'usine (U6 enduits) ;

Considérant que cet état ne permet pas de répondre au besoin de la gestion d'un événement accidentel, ni de fournir une information vulgarisée à la population sur les risques encourus en cas d'accident ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2024 ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société PRB de respecter les prescriptions précitées, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'un délai d'un mois est suffisant pour se mettre en conformité ;

ARRÊTE

Article 1. Mise en demeure

La société PRB dont le siège social est situé 16 rue de la tour 85150 Les Achards, pour ses installations de fabrication et de stockage de polystyrène expansé (PSE) situées à la même adresse, est mise en demeure de respecter, dans un délai maximal de un mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2024 susvisé qui impose :

« L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées . L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

En outre cet état permet de :

- servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage ;

- répondre aux besoins d'information de la population ; cet état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. »

La société PRB justifie de cette mise en conformité en adressant au préfet de la Vendée :

- un document justifiant du respect de l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2024 susvisé ;
- un état des stocks un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées répondant aux dispositions de l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du 26 juin 2024 susvisé.

Article 2. Délais d'application

Le délai pour respecter les dispositions mentionnées à l'article 1 est de un mois à compter de la notification de l'arrêté à l'exploitant.

Article 3. Dispositions pénales

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu à l'article 2, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 4. Dispositions administratives

Article 4.1. Délais et voies de recours

En application de l'article L. 221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 4.2. Publicité de l'arrêté

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Vendée pendant une durée minimale de deux mois.

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie des Achards et pourra y être consultée.

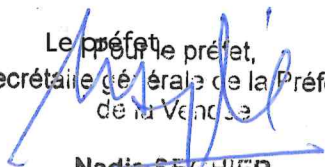
Article 4.3. Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au responsable de la société PRB par lettre recommandée avec accusé de réception.

Copie au Sous-préfet des Sables d'Olonne

Fait à La Roche-sur-Yon, le

2 juillet 2025

Le préfet, le préfet,
la secrétaire générale de la Préfecture
de la Vendée

Nadia SECHIER

Arrêté n° 2025-DCPATE/348

portant mise en demeure à l'encontre de la société PRB pour ses activités qu'elle exploite aux Achards

